

BUREAUX
 ROUBAIX. — 89-71, Grande-Rue. Tél. 271.22, 271.23 et 271.24.
 TOURCOING. — 22, rue Carnot. Tél. 37.
 LILLE. — 1, rue Faidherbe. Tél. 222.11.
 PARIS. — 24, boulevard Poissonnière. Tél. Provençe. 77.24.
 MOUScron. — 105, rue de la Station. Tél. 5.44.
ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



LETTRE DE LONDRES

La position économique de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne en Europe centrale

« Il est naturel que l'Allemagne occupe en Europe centrale et orientale une place prépondérante... Nous ne cherchons pas à l'en écarter ni à l'encercler économiquement ».

Ces paroles que M. Chamberlain prononça récemment aux Communes ne signifient pas que l'Angleterre soit prête à abandonner d'importants intérêts commerciaux sur le continent. Elle cherche au contraire à les maintenir, sinon à les développer. Une réelle inquiétude même s'exprime par ces questions soulevées au cours des derniers mois : quel est l'état actuel de la compétition économique anglo-allemande, particulièrement en Europe centrale et orientale ? En quelle mesure peut-on prévoir son développement prochain ?

Pendant la dernière décennie, l'Allemagne et l'Angleterre ont fait une expérience assez semblable sur les marchés de l'Europe occidentale : légère diminution du commerce avec la France, la Belgique, la Hollande, la Suisse ; léger progrès partout ailleurs, sauf au Portugal, cependant où le commerce anglais a diminué sensiblement, tandis que le commerce allemand s'y développait. En

Europe septentrionale, des changements importants sont survenus, pendant la même période, à l'avantage de l'Angleterre. En Finlande, par exemple, les exportations anglaises ont augmenté de 9 %, celles de l'Allemagne ont diminué du double. Mais les chiffres des six premiers mois de 1938 montrent que l'Allemagne essaie de reconquérir le marché scandinave. Dans l'Europe centrale et sud-orientale, les progrès du commerce allemand ont été considérables. Les commandes turques, par exemple, ont presque triplé depuis 1929. L'Angleterre de son côté a perdu un peu de terrain en Italie, en Turquie, en Grèce et en Bulgarie, mais a amélioré sa position dans les autres pays.

Les Dominions continuent d'absorber le tiers du commerce britannique, mais le marché de l'Inde est plus faible et ses commandes en Allemagne augmentent sensiblement. Dans les colonies reste limitée ; elle porte toutefois sur le cinquième des exportations de la Côte d'Or et du Nigeria. En Amérique du Sud, l'Allemagne a accru son commerce avec le Brésil, le Chili, le Pérou, et a perdu du terrain en Argentine et en Uruguay : évolution exactement contraire à celle du commerce britannique. Aux Etats-Unis, le commerce anglais s'est maintenu et le commerce allemand a diminué de moitié depuis 1929. Les importations d'origine japonaise des deux pays ont faibli, leurs exportations vers Tokio ont augmenté.

AUJOURD'HUI, REPRISE DES INTERPELLATIONS SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE A LA CHAMBRE

La Chambre poursuivra mardi, dans la matinée et l'après-midi, la discussion des interpellations sur la politique extérieure.

Voici la liste des orateurs dans l'ordre où ils doivent prendre la parole : MM. Michel Walter, indépendant d'action populaire ; André Albert, Rethore, radical-socialiste ; Deschizeaux, U.S.R. ; Fesset, démocrate populaire ; Margaine, radical-socialiste ; Rouse, indépendant d'action populaire ; Plichon, républicain indépendant ; Tholoz, socialiste ; P.-E. Flaudin, alliance démocratique ; Pierre Cot, radical-socialiste ; Camille Planche, socialiste ; Ebel, radical-socialiste ; Isard, Bedouce, Blanchet, socialistes ; Thellier, alliance démocratique ; Henriot, fédération républicaine ; Gelsdörfer, radical-socialiste ; Florimond Bonte, communiste ; Jacquinet, alliance démocratique ; Michels, communiste ; Xavier Vallat, fédération républicaine ; Gaston Riou, radical-socialiste ; Taillinger, fédération républicaine ; Delaunay, isolé ; Gaston Gérard, gauche démocratique ; Zumbach, socialiste ; Pierre Colomb, gauche démocratique ; Louis Marin, fédération républicaine.

M. G. Bonnet qui sera de retour mardi matin, à Paris, assistera au débat, mais n'interviendra vraisemblablement que jeudi après-midi ou vendredi.

M. Daladier, président du Conseil, parlera sans doute sur les ordres du jour.

UN AUTORAIL FRANÇAIS A L'EXPOSITION DE NEW-YORK



En gare maritime du Havre, on recouvre de toile huilée, puis de molleton un autorail des chemins de fer français qui va partir pour l'Exposition de New-York. Long de 30 mètres, d'une vitesse maximum de 130 kms-heure, il peut transporter 136 personnes. (Ph. Franco-Press.)

AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La question du retrait des volontaires étrangers en Espagne

M. Bonnet, appuyé par Lord Halifax et par M. Spaak, souhaite qu'il soit total et effectif des deux côtés du front

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FRANÇAIS A EU PLUSIEURS ENTRETIENS AVEC SON COLLEGE BRITANNIQUE



M. GEORGES BONNET arrive à l'hôtel où réside Lord Halifax pour s'entretenir avec ce dernier. (Ph. Safta.)

Genève, 16 janvier. — La séance qu'a tenue lundi le Conseil de la S.D.N., presque entièrement consacré à l'un des aspects de la guerre civile espagnole (le retrait des volontaires étrangers de l'Espagne gouvernementale), a été d'une belle tenue.

Le ton de la discussion a été donné par M. Georges Bonnet qui a su élever le débat et l'insérer dans la politique générale dont la France, comme la Grande-Bretagne, ne se sent pas déparquée depuis 1938.

C'est bien pourquoi, d'ailleurs, lord Halifax s'est associé, tout de suite et sans réserve, à la déclaration de son collègue français.

BILLET PARISIEN

USONS DE REALISME AVEC BURGOS

PARIS, 16 JANVIER (Minuit).

Le débat de politique étrangère qui reprend mardi à la Chambre, va permettre à l'assemblée d'examiner, sous son angle nouveau, le problème espagnol.

Trois faits en ont modifié les données : l'avance des nationalistes qui vient de se traduire par la prise de Tarragone, les engagements pris par le gouvernement italien, devant M. Chamberlain et Lord Halifax, de respecter l'intégrité territoriale de l'Espagne et de ses dépendances méditerranéennes et africaines, enfin, le mouvement qui se dessine dans certains milieux français en faveur du gouvernement de Barcelone.

Ce mouvement est, jusqu'à présent, limité aux partis d'extrême-gauche et il ne semble pas qu'il ait amené le gouvernement à changer quoi que ce soit à sa politique de non-intervention.

Ni M. Daladier, parlant dimanche au Comité exécutif du parti radical, ni M. Georges Bonnet, qui a défendu lundi à Genève la position de la France, n'ont rien dit qui pût être interprété comme un désir de rompre avec les engagements pris antérieurement. Le ministre des affaires étrangères a seulement exprimé l'opinion que l'apaisement ne reviendrait dans la péninsule ibérique que lorsque les volontaires étrangers seraient retirés des rangs nationalistes, et il a promis à l'Espagne républicaine de la ravitailler en blé, ce qui n'est nullement incompatible avec les accords de non-intervention.

Mais les socialistes, et à plus forte raison, les communistes voudraient que la frontière des Pyrénées fût ouverte. Devant les dangers que courent leurs amis de Barcelone, ils pressent le gouvernement français d'agir en faveur de ces derniers. On assure que lors de la visite qu'il fit samedi à M. Daladier, M. Léon Blum s'est ainsi fait l'avocat de l'Espagne rouge.

Constatant ce mouvement, qu'elle exagère d'ailleurs pour les besoins de la cause, l'Italie nous menace des pires représailles si jamais il aboutit à aider efficacement les républicains espagnols. Ces menaces n'impressionneront personne de ce côté des Alpes, ce ne sont donc pas elles qui doivent peser sur notre décision. C'est le simple bon sens qui nous dicte d'observer plus que jamais une attitude de neutralité entre les belligérants espagnols. Le général Franco se rapproche, semble-t-il, de la victoire décisive. Sans doute, il y aura été aidé par les Italiens, mais ce n'est pas une raison pour le pousser dans les bras de ses alliés, plus qu'il ne le désire peut-être lui-même. Vainqueur, il aura surtout l'ambition de rester seul maître de l'Espagne et de secouer toutes les tutelles. A ce titre, il peut éprouver le besoin de se rapprocher de la France.

Est-ce donc le moment de le rebouter ?

M. Spaak, bien que socialiste, agit envers lui avec adresse. La conduite du premier ministre de Belgique est un exemple que nos socialistes auraient intérêt à méditer.

René ROUSSEAU

LA PROGRESSION NATIONALISTE SE POURSUIT EN CATALOGNE OU CERVERA A ÉTÉ OCCUPÉE

L'armée gouvernementale bat en retraite mais se prépare à défendre Barcelone

LE GENERAL FRANCO, DANS UNE PROCLAMATION, INVITE LA CATALOGNE A DEPOSER LES ARMES



LA CATHÉDRALE DE TARRAGONE. (Ph. Franco-Press.)

Burgos, 16 janvier. — On annonce à Burgos que les troupes nationalistes sont entrées à Cervera.

C'est le corps d'armée d'Aragon du général Moscardo qui s'est emparé, lundi matin, de la ville située sur la route directe de Lerida à Barcelone. Les troupes nationalistes ont conquis la ville un peu avant midi.

L'armée nationale avance sur tous les fronts de Catalogne. Outre Cervera, Claret, Pasana, Diure, Pontil ont été prises et l'avance continue.

Sur la Grand-Place de Tarragone a été célébrée une messe de campagne particulièrement émouvante à laquelle assistait toute la population civile.

Il est à noter que la prise de Tarragone, Reus et Falset, met entre les mains des nationalistes un important réseau ferré. Elle leur permet, en outre, d'exploiter normalement la ligne Castellon-Vinaroz maintenant prolongée jusqu'à Tarragone. Par l'embranchement de Tarragone, on peut faire venir du nord de l'Espagne les wagons et les tracteurs nécessaires. Le général Franco va donc, désormais, disposer d'une ligne ferrée importante pour tout le tracé côtier méditerranéen entre Nules et Tarragone, sur plus de 320 kilomètres.

Cette voie desservira des ports de première importance comme Castellon, Vinaroz, Amposta et Tarragone.

Signalons que les nationalistes se trouvent posséder trente-huit des cinquante capitales de province de l'Espagne.

Le communiqué de Burgos déclare en outre :

« Le nombre des prisonniers faits dimanche, s'élève à près de 5.000. Le matériel tombé entre nos mains est des plus importants et il a été jusqu'ici impossible de procéder à un inventaire quelconque. »

(Lire la suite page 2.)

LES ÉTATS-UNIS ET LA GRANDE-BRETAGNE n'admettent pas la suppression du régime de la « porte ouverte » en Chine

Tokio, 16 janvier. — Les milieux politiques bien informés résument comme suit l'attitude du gouvernement japonais à l'égard de la note britannique du 14 janvier et de la note américaine du 31 décembre :

1° Ces notes font apparaître au gouvernement de Tokio que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se trouvent dans l'impossibilité d'admettre le nouvel ordre dans l'Asie Orientale, tel qu'il est réclamé par le Japon.

2° Le gouvernement japonais ne se hâtera pas de répondre. Il attendra le moment favorable.

3° Cependant, le ministre des Affaires étrangères, M. Arita, donnera aux ambassadeurs des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne des précisions supplémentaires au sujet des déclarations faites par le prince Konoye, les 3 novembre et 22 décembre, et par M. Arita, le 19 décembre, comme il est demandé par la note britannique.

4° Quant aux suggestions anglo-américaines de procéder à une révision du traité des neuf puissances, le gouvernement estime que le moment présent n'est pas favorable pour entamer une procédure de révision, mais il pourrait considérer ce point de vue ultérieurement.

Le gouvernement français va faire une protestation analogue

Paris, 16 janvier. — On apprend que le gouvernement français fera incessamment une démarche auprès du gouvernement nippon pour lui demander des éclaircissements sur les récentes déclarations d'hommes d'Etat japonais concernant la politique nipponne en Chine et l'application du traité des neuf puissances.

La démarche du gouvernement français sera analogue à celles des gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

(Lire la suite page 2.)

Une série d'explosions à Londres et à Manchester, provoque une vive émotion

Londres, 16 janvier. — L'opinion britannique est vivement émue par une série d'explosions — trois à Londres et autant à Manchester — qui se sont produites lundi.

À Manchester, un homme a été tué et deux autres grièvement blessés. Les dégâts sont importants.

À Londres, une des explosions a brisé plusieurs milliers de fenêtres dans le quartier de Southwark et causé de sérieux dégâts à l'intérieur de la Centrale électrique de ce quartier.

Les experts de « Scotland Yard » et du « Home Office » et les détectives sont convaincus non seulement que la plupart de ces explosions sont dues à la malveillance, mais encore qu'elles doivent être le résultat d'un plan soigneusement préparé.

On attache une importance particulière notamment, au fait que l'explosion de Southwark et celle de Manchester ont eu lieu à peu près à la même heure, et que des détonateurs auraient été recueillis en certains endroits parmi les débris.

L'« Evening Standard » fournit les indications suivantes :

Une Danièle Darrieux inattendue...



C'est dans ce rôle à la fois enfantin et masculin... que la jeune vedette de cinéma française fait ses premières à Mégève. (Ph. Franco-Press.)

Le ministre hongrois des affaires étrangères est venu à Berlin

Berlin, 16 janvier. — Le comte Csaky, ministre hongrois des Affaires étrangères, est arrivé lundi matin, à 10 h. 30, à la gare d'Anhalt.

L'entretien de près de deux heures qu'il a eu avec M. von Ribbentrop, a porté sur toutes les questions concernant les relations germano-hongroises.

On relève à Berlin qu'une base solide a été créée pour ces relations, notamment par la solution du problème tchécoslovaque et par la volonté du gouvernement hongrois de resserrer ses liens d'amitié avec l'Allemagne et l'Italie.

L'adhésion au pacte anti-komintern a déjà montré, dit-on dans les milieux diplomatiques allemands, que la Hongrie se rallie dans tous les domaines à la politique de l'axe Berlin-Rome, ainsi qu'au front politique mondial créé par le triangle Berlin-Rome-Tokio contre les forces destructives du Komintern.

Le Führer-chancelier a reçu M. Csaky dans l'après-midi, en présence de M. von Ribbentrop.

Un infirmier rouennais avait donné son sang 630 fois en quatre ans



Rouen, 16 janvier. — M. André Eudeline, 48 ans, infirmier à l'Hôtel-Dieu de Rouen, vient de mourir après avoir encore assuré, jeudi et vendredi derniers, trois transfusions de sang à la suite desquelles il battait un record : 630 transfusions en quatre ans. (Ph. Keystone.)

e
 RE
 IC
 K
 NE
 NE
 STATE
 ANDREI
 BAIN
 ançaise
 C. B.
 J. J.
 S. S.
 100
 ILUSTRÉ
 BLEAUX
 1938, 08-
 1939, 17,
 (1939) 87
 OL
 RUBENS
 ALLES